LES ÉLITES POLITIQUES LOCALES

PROFILS ET CARRIÈRES



COLLOQUE INTERNATIONAL
05-06 Avril 2019 – Salle 004 IDHEAP

Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI) Faculté des sciences sociales et politiques UNIVERSITÉ DE LAUSANNE – SUISSE

PROGRAMME DU COLLOQUE



VENDREDI 05 AVRIL 2019

WORKSHOP INTRODUCTION – 9h15

MACH André; MAZZOLENI Oscar; PILOTTI Andrea

PANEL 1 - 9h20 -12h00 ÉLITES POLITIQUES LOCALES ET LES PROFILS **SOCIAUX**

Panel chair : MAZZOLENI Oscar (Université de Lausanne) Discutant : LEFEBVRE Rémy (Université de Lille II)

9.20-9.40

KOEBEL Michel (Université de Strasbourg)

Le profil social des élus municipaux en France.

MÉVELLEC Anne (*Université de Ottawa*)

Sociologie des élus municipaux québécois : du «gifted amateur» au professionnel de la politique?

Discussion (10:00-10:30)

10:30-10:50 - Coffee break

10:50-11:10

VAN HAMME Gilles (Université Libre Bruxelles)

Le lieu de résidence des candidats et élus à Bruxelles: enjeux démocratiques et clivages partisans.

11:10-11:30

DI CAPUA Roberto (Université de Lausanne)

Les conseillers communaux des grandes villes suisses : système « de milice » ou système sélectif?

Discussion (11:30-12:00)

12:15 LUNCH BREAK (Restaurant de Dorigny - UNIL)

PANEL 2 - 14h00-17h00 LES ÉLUS LOCAUX ENTRE PROFESSIONNALISATION ET RÉMUNÉRATION

Panel chair: PILOTTI Andrea (Université de Lausanne) Discutant: GAXIE Daniel (Paris I-Panthéon / Sorbonne)

14:00-14:20

DEMAZIÈRE Didier (SciencesPo Paris)

La professionnalisation politique à travers la rémunération des élus. Que signifie vivre de ses mandats?

14:20-14:40

LE SAOUT Rémy (Université de Nantes)

La rémunération des élus locaux en Europe.

Discussion (14:40-15:10)

15:10-15:30 - Coffee break

15:30-15:50

DOUILLET Anne-Cécile (Université de Lille II)

LEFEBVRE Rémy (Université de Lille II) Le métier d'élu local : trajectoires de professionnalisation et technicisation de l'activité politique.

15:50-16:10

LASSEB Karim (Université de Lausanne)

L'évolution des rémunérations des élus locaux en Suisse.

Discussion (16:10-16:40)

19:30 EVENING DINNER (Lausanne city-center)

SAMEDI 06 AVRIL 2019

PANEL 3 - 09h00-12h15

LOCAL POLITICAL ELITES AND MULTILEVEL CAREERS: THE IMPACT OF THE LOCAL AND **MULTI-LAYERED CONTEXTS**

Panel chair : MACH André (Université de Lausanne) Discutant: BORCHERT Jens (Goethe Universität/Frankfurt am Main)

9:00-9:20

VERZICHELLI Luca (Università di Siena)

TRONCONI Filippo (Università di Bologna):

Personalization of Politics and Multi-Level Political Careers. Insights from the Italian Case.

RODRÍGUEZ-TERUEL Juan (Universitat de València)

Multi-level careers in the Spanish case.

Discussion (9:40-10:10) 10:10-10:30 - Coffee break

10:30-10:50

STOLZ Klaus (Technische Universität Chemnitz)

The local base of professional politics: Scotland and Wales compared.

Discussion (10:50-11:20)

WORKSHOP CONCLUSION

MACH André; MAZZOLENI Oscar; PILOTTI Andrea

PROGRAM AND ABSTRACTS

05-06 Avril 2019 - Salle 004 IDHFAP

PANEL N1 - 9h20 -12h00

ÉLITES POLITIQUES LOCALES ET LES PROFILS SOCIAUX

Panel chair : MAZZOLENI Oscar (Université de Lausanne) Discussant : LEFEBVRE Rémy (Université de Lille II)

9:20-9:40

Le profil social des élus municipaux en France

KOEBEL Michel (Université de Strasbourg)

Il existe en France plus de 500 000 élus municipaux. Il s'agit principalement de conseillers municipaux, dont environ un quart d'adjoints au maire, environ 36 000 maires (une partie d'entre eux ont également des mandats communautaires) et quelques milliers de conseillers départementaux et régionaux. La plupart d'entre eux ont très peu de pouvoir (celui-ci augmente avec la taille des collectivités et avec la fonction occupée en leur sein) et la démocratie « de proximité » tant vantée dans les discours correspond à une réalité bien improbable, tant le pouvoir est confisqué par une élite sociale et politique locale, dont les principaux contours peuvent être précisés grâce au Répertoire national des élus (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, appartenance politique, fonction occupée dans la hiérarchie de la collectivité). Un focus sera fait sur les exécutifs locaux et plus particulièrement la place qu'y occupent les femmes.

Michel Koebel, professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg, membre titulaire du laboratoire « Sport et sciences sociales » (EA1342) et membre associé au laboratoire « Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe » (UMR 7363). Spécialiste de l'espace politique local (sujet de son habilitation à diriger des recherches en 2015), il a publié Le pouvoir local ou la démocratie improbable (Éditions du Croquant, 2006) et de nombreux articles sur le personnel politique local, la démocratie et les politiques locales (notamment dans le domaine du sport et dans des perspectives comparatives franco-allemandes). Toutes ses publications (ou presque) sont accessibles en ligne : http://koebel.pagesperso-orange.fr/

9:40-10:00

Sociologie des élus municipaux québécois : du «gifted amateur » au professionnel de la politique?

MÉVELLEC Anne (Université de Ottawa)

Il existe très peu de données sur le profil et les trajectoires des élus locaux au Canada, et encore moins de recherches sur la manière dont ils exercent leur mandat. Au Québec, comme dans le reste du pays, la figure du «gifted amateur» sert de point de référence pour évoquer les conseillers municipaux. En se basant sur une enquête sur les villes de 20 à 500000 habitants du Québec, menée avec Manon Tremblay, on présentera d'abord un portrait du profil et des trajectoires de ces conseillers, avant de discuter les signes de professionnalisation et de politisation qui les caractérisent. Ainsi, on montrera que dans les conseils municipaux, se côtoient des élus incarnant encore la figure du «gifted amateur» et d'autres s'inscrivant davantage dans celle du professionnel de la politique. En cela, les conseillers municipaux reflètent la situation des municipalités québécoises qui au gré des réformes s'éloignent du registre de l'administration locale pour s'affirmer comme un palier de gouvernement à part entière.

Annne Mévellec est professeure agrégée à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur la sociologie des élus locaux dans le contexte canadien, ainsi que sur l'action publique territoriale. Ses travaux les plus récents ont traité des femmes en politique municipale, des partis politiques

municipaux au Québec, ainsi que du fait français dans la gouvernance urbaine hors Québec. Elle a coordonné un numéro spécial bilingue de la revue canadienne de recherche urbaine sur les élections municipales québécoises de 2013, publié avec Manon Tremblay l'ouvrage «Genre et professionnalisation de la politique municipale au Québec» (2016), et plusieurs articles sur les configurations et réformes institutionnelles territoriales au Québec (Revue française d'administration publique, 2017/2; Revue d'économie régionale et urbaine, 2018/3).

10:50-11:10

Le lieu de résidence des candidats et élus à Bruxelles : enjeux démocratiques et clivages partisans.

VAN HAMME Gilles (Université Libre de Bruxelles)

Partant de l'hypothèse que les candidats aux élections constituent des minorités actives représentatives de groupes sociaux plus larges, l'intervention proposera une lecture sociale et politique des lieux de résidence aux élections régionales bruxelloises. D'une part, nous montrerons la forte sélection socio-géographique entre candidats et élus, ces derniers étant largement sous-représentés dans les quartiers les plus pauvres de la ville. D'autre part, nous montrerons que les candidats et élus régionaux ont des géographies très différentes en fonction de leur étiquette politique. L'analyse de la géographie de candidats présente ici deux intérêts pour approcher la sociologie politique des différentes forces politiques à Bruxelles : d'une part, alors que les candidats et élus appartiennent très majoritairement aux mêmes catégories sociales moyennes supérieures, de par leur profession ou leur diplôme, leur implantation dans la ville apparaît très différente en fonction de leur appartenance partisane. Le lieu de résidence éclaire dès lors des différences sociologiques plus profondes entre différents groupes constitutifs des « classes » moyennes supérieures ; le lieu de résidence n'est pas seulement indicatif de différences sociologiques fines, il peut aussi façonner des visions différentes de la ville, si bien qu'il nous faut étudier en profondeur l'interaction profonde entre lieu de résidence, appartenance(s) sociale(s) et vision(s) de la ville (et des politiques qui doivent y être menées).

Gilles Van Hamme est professeur de géographie à l'Université Libre de Bruxelles. Il est en particulier spécialiste de géographie électorale. Ses travaux portent entre autres sur les médiations sociales du politique et sur l'actualité d'une lecture de classes dans la compréhension des comportements électoraux.

11:10-11:30

Les conseillers communaux des grandes villes suisses : système « de milice » ou système sélectif ?

DI CAPUA Roberto (Université de Lausanne)

Le dénommé « système de milice » suisse est souvent idéologiquement évoqué comme une garantie d'identité gouvernants-gouvernés. En effet, selon ce principe, l'exercice des charges politiques à titre extraprofessionnel et bénévole limiterait l'écart social entre l'élite politique et les citoyens. Dans ce système, les élus locaux devrait hypothétiquement ressembler socialement à leur population. Est-ce vraiment le cas ? Cette contribution vise à étudier la transformation du profil sociologique des conseillers communaux (législatif) de quatre grandes villes suisse et à questionner historiquement la représentativité descriptive de ces élus. Pour ce faire, nous réalisons une sociographie comparative des conseillers communaux des villes de Zurich, Lausanne, Lucerne et Lugano de 1945 à 2016 en analysant l'évolution historique de différents indicateurs caractérisant l'identité sociale des élus : l'âge, le sexe, le niveau d'étude et la profession. Cette analyse doit nous permettre d'évaluer comment les critères sociaux de sélectivité des élus évoluent dans le temps et se différentient en fonction d'effets de contexte urbain localisés (transformations sociodémographiques, transformations rapports partisan, modifications des règles institutionnelles).

Roberto Di Capua est assistant-diplômé et doctorant à l'Institut des études politiques historiques et internationales (IEPHI) de l'Université de Lausanne (UNIL). Sa thèse de doctorat porte sur l'analyse de la transformation du profil sociologique des conseillers communaux de quatre grandes villes suisses (Zurich,

Lausanne, Lugano et Lucerne) de 1945 à 2016. À cheval entre la sociologie urbaine et la sociologie des élites politiques et adoptant une démarche socio-historique, ses recherches se focalisent sur l'impact des transformations socio-politiques et spatiales des villes (métropolisation, tertiarisation, gentrification) sur la composition sociale du personnel politique.

PANEL N2 - 14h00-17h00

LES ÉLUS LOCAUX ENTRE PROFESSIONNALISATION ET RÉMUNÉRATION

Panel chair : PILOTTI Andrea (Université de Lausanne)
Discussant : GAXIE Daniel (Université Paris I-Panthéon/Sorbonne)

14:00-14:20

La professionnalisation politique à travers la rémunération des élus. Que signifie vivre de ses mandats ?

DEMAZIÈRE Didier (SciencesPo Paris)

Cette communication interroge le concept de professionnalisation des élus, entendue comme le fait de vivre de la politique, plus précisément de ses mandats. Dans un premier temps il s'agit d'explorer la question centrale (que signifie vivre de la politique, de ses indemnités de mandat ?) à partir d'une série de cas empiriques. Ces cas permettent d'identifier une série de dimensions de la rémunération politique : niveau des indemnités, absence de cumul avec d'autres revenus professionnels, poids dans les revenus du ménage, profondeur temporelle. L'analyse de ces dimensions conduit à montrer qu'être un élu professionnel est une catégorie floue aux contours instables, car le niveau de rémunération est investi d'appréciations variables, le cumul de rémunérations n'est pas toujours le signe d'une position périphérique dans le champ politique, avoir pour seul revenu des indemnités de mandats ne signifie pas pouvoir en vivre, l'aléa électoral et l'instabilité des revenus est un risque assez diffus et généralisé. Nous pouvons en conclure qu'il est difficile de cerner un état correspondant au fait de vivre de ses mandats, et au-delà de dénombrer les élus professionnels. Dans un second temps nous considérons la professionnalisation – c'est-à-dire la rémunération – comme un processus et non comme un état ou une situation. La question traitée est alors : comment en arrive-t-on à vivre de la politique, de ses indemnités de mandat. Nous nous appuyons sur une enquête par entretiens réalisée auprès d'élus qui sont en situation intermédiaires entre ceux qui ont une carrière élective et politique longue et continue et ceux qui détiennent les mandats procurant les revenus les plus modestes. La professionnalisation est alors analysée comme un double processus, de détachement et d'attachement. Le détachement concerne l'activité professionnelle et il est régulé par des conditions juridiques hétérogènes, mais il concerne aussi les négociations intrafamiliales sur les sources et niveaux de revenus acceptables. L'attachement est un processus parallèle qui est lisible dans la progression des revenus tirés des mandats, et qui renvoie aussi à des stratégies d'anticipation et de gestion de l'aléa électoral dessinant de potentielles carrières politiques. Ces détachements et attachements peuvent se combiner de manière extrêmement diverse et configurent ainsi des carrières politiques et indemnitaires hétérogènes. Cette variété suggère que c'est en termes de séquence et de processus et non de position ou de statut qu'il faut analyser ce que vivre de la politique signifie.

Didier Demazière est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), affilié au Centre de Sociologie des Organisations, et enseignant à Sciences Po à Paris. Il a été président de l'Association Française de Sociologie et il est actuellement rédacteur en chef de la revue internationale Sociologie du travail. Ses recherches portent sur deux domaines principaux : le chômage et les politiques publiques en matière d'emploi ; les changements contemporains dans la dynamique du travail et des groupes professionnels. Au carrefour de ces deux domaines, il mène des recherches de terrain sur des questions telles que le fonctionnement des marchés du travail et la structuration des carrières professionnelles. Il réalise actuellement des enquêtes sur deux secteurs correspondant à des marchés du

travail spécifiques caractérisés par de fortes incertitudes : celui des les élus politiques, et celui des footballeurs professionnels.

14:20-14:40

La rémunération des élus locaux en Europe.

LE SAOUT Rémy (Université de Nantes)

Après avoir rappelé qu'il existe quasiment pas de travaux universitaires relatifs à la question de la rémunération des élus locaux en Europe, la communication présente différentes situations. Pour des raisons évidentes de complexité du sujet, l'exposé ne porte que sur les modalités de rémunération des fonctions électives. Pour autant, il ne s'agit pas de faire un inventaire des différents dispositifs. En se basant principalement sur le droit positif, il s'agit de dégager les principales logiques qui participent à définir les formes prises par la rémunération des élus locaux en Europe. A l'observation trois modes se dégagent : un mode agencifié (la fixation des rémunérations relèvent de l'intervention d'une agence), un mode de références standardisées (une même référence est utilisée pour déterminer les rémunérations) et un mode diversifié (les rémunérations locales sont relativement variables dans le pays).

Rémy Le Saout est maître de conférences à l'Université de Nantes, membre du laboratoire le CENS (Centre Nantais de Sociologie, UMR - CNRS - 6025). Après avoir travaillé sur les politiques intercommunales en France, ses recherches portent désormais sur les liens entre l'action politique, l'action publique et l'argent. Sur ces questions, il a notamment dirigé le n° 164 (2017) de la Revue Française d'Administration Publique : L'emploi public local et la rationalisation budgétaire, il coordonne actuellement un programme de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR - Eluar - 2017/2020) qui examine les relations entre rémunération des mandats et professionnalisation politique.

15:30-15:50

Le métier d'élu local : trajectoires de professionnalisation et technicisation de l'activité politique.

DOUILLET Anne-Cécile (Université de Lille II) LEFEBVRE Rémy (Université de Lille II)

En France, l'exercice des activités politiques locales a longtemps été marqué par une rhétorique du bénévolat et un imaginaire de l'amateurisme républicain. Un ethos de la compétence semble de plus en plus se substituer à celui plus traditionnel du dévouement. Si, au niveau local, la professionnalisation politique (au sens de Max Weber) n'est pas un processus nouveau, le phénomène tend à s'accentuer. Avec le développement des prérogatives des pouvoirs locaux et la complexité de l'action publique qui en découle, les élus tendent à s'investir de plus en plus dans leurs mandats locaux et à y concentrer une part prépondérante de leur temps. On observe une montée en compétence des élus qui mobilisent des savoirs, savoir-faire et savoir-être de plus en plus diversifiés. Cette professionnalité marque une rupture avec les formes de légitimité du "notable" traditionnel. On insistera dans notre communication sur deux dimensions de ce processus de professionnalisation : - le développement et la consolidation de nouvelles filières électives qui confèrent aux collaborateurs d'élus ou aux fonctionnaires territoriaux des ressources d'éligibilité - la technicisation de l'activité politique liée à l'implication croissante des élus dans la fabrique des politiques publiques locales

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille, chercheur au CERAPS. Ses travaux portent sur les partis politiques, le pouvoir local, les campagnes électorales. Il a récemment publié avec TREILLE Eric, "Le déclenchement des primaires ouvertes chez Les Républicains et au Parti Socialiste. Entre poids du précédent de 2011 et bricolages organisationnels (2016-2017)", Revue française de science politique, 1, 2018 et avec Martine Revel, "Le chercheur au chevet de la démocratie ? Une expérience de recherche impliquée dans la démocratie participative en région Nord-Pas-de-Calais", Sociologies pratiques, n°37, 2018. Il a également co-écrit Sociologie politique du pouvoir local (Armand Colin, 2017) avec Anne-Cécile Douillet.

Anne-Cécile Douillet est professeure de science politique à l'Université de Lille et chercheure au CERAPS. Elle travaille actuellement sur les rapports à la justice. Ses travaux de sociologie de l'action publique portent sur l'action publique territoriale et les acteurs politiques dans la fabrique de l'action publique. Sur ces questions, elle a publié récemment, "Les élus locaux sont-ils des experts de l'action publique ?", in François Benchendikh (dir.), Expert(ise) et action publique locale, Paris, LexisNexis, 2017, p.43-56 et « Partis politiques et politiques publiques : de 'l'effet parti 'à l'analyse du rôle des acteurs partisans dans la fabrique de l'action publique », à paraître en 2019 dans Sociologia Politica da Ação Pública: Teorias, abordagens e conceitos.

15:50-16:10

L'évolution des rémunérations des élus locaux en Suisse

LASSEB Karim (Université de Lausanne)

The study on the local political elites in Switzerland is very underdeveloped. Among other things, we are lacking information providing a long-term perspective on the changes and continuities in the profile of local councilors and the transformations regarding their status. Our paper aims to fill this gap by studying, on the one side, the remuneration and, on the other side, the profile wanted by the local councilors for holding the position of local executive for the period 1882-2018. In order to do that, we will use an original dataset that will allow us to analyze the evolution of remuneration during the 19th et 20th century and, at the same time, to question the degree of professionalization of the urban executives in Switzerland, where the militia principle is historically deep-rooted in the political culture.

Karim Lasseb est doctorant en science politique à l'Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI) de l'Université de Lausanne ainsi que membre de l'Observatoire de la vie politique régionale (OVPR) et de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS). Ses recherches portent sur les systèmes de rémunération politique et l'analyse du profil des élus aux exécutifs des grandes villes suisses.

SAMEDI 06 AVRIL 2019 - Salle 004 - IDHEAP

PANEL N3 - 09h15-12h15

LOCAL POLITICAL ELITES AND MULTILEVEL CAREERS : THE IMPACT OF THE LOCAL AND MULTI-LAYERED CONTEXTS

Panel chair : MACH André (Université de Lausanne)

Discussant: BORCHERT Jens (Goethe Universität/Frankfurt am Main)

9:00-9:20

Personalization of Politics and Multi-Level Political Careers. Insights from the Italian Case

VERZICHELLI Luca (Università di Siena) TRONCONI Filippo (Università di Bologna)

In this article we explore the changing structure of multilevel political careers in the Italian case. We argue that the personalization of politics brought about by direct election of Mayors, Provincial presidents and Regional presidents has transformed the perceived relative value of political offices at national and subnational level, making subnational chief executive offices more attractive. This in turn can alter traditional patterns of political careers: from the prevalence of upward and alternative careers to the diffusion of career paths where the local and regional offices are can be conceived as final ambitions for politicians who have already covered national elective or executive offices. We test our hypotheses through an original dataset of political careers of about 1,800 mayors, provincial and regional presidents in Italy from 1985 to 2015. The diachronic perspective allows us to control our conjectures before and after the reforms that introduced direct election of executive leaders at local and regional level in the mid-1990s.

The analysis provides a substantial confirmation that direct election brought about significant changes in political career patterns.

9:20-9:40

Multi-level carriers in Spanish national executives: a longitudinal perspective RODRÍGUEZ-TERUEL Juan (Universitat de València)

Spain is among the typical countries where devolution has produced a multi-layered political system. Subnational governments have become fundamental actors for policymaking, and local and regional arenas play a crucial role in elite recruitment. The consequences of this decentralised scheme are particularly visible in those national institutions that once ago were closed to local politics, like national executives. As some studies have already shown, multilevel recruitment has altered the patterns of ministerial selection to the detriment of parliamentary recruitment. Subnational recruitment may contribute to enhance political representation and territorial integration. It may also be considered a political resource for strategic use seeking party control and personal rotation. This paper focus on the individual and institutional reasons that favour the promotion of local and regional leaders to national cabinets. Our empirical analysis will aim to clarify the political reasons behind the rise of multi-level careers at the national summit of Spanish politics.

Juan Rodríguez-Teruel is associate professor at the University of Valencia. His research interests are political elites, political parties and decentralization processes. He won the Juan Linz prize for his thesis on Ministers in Democratic Spain: Political Recruitment and Ministerial Career (2011 in Spanish). He is also co-editor (with L. Vogel) of National Political Elites and the Crisis of European Integration, Country Studies 2007-2014 (special issue in Historical Social Research, 41(4), 2016). His latest contributions are in the Sotuh European Politics and Society, Ethnic and Racial Studies, The Politics of Party Leadership (Oxford), Party Primaries in Comparative Perspective (Routledge) and Handbook of Political Elites (Palgrave).

10:30-10:50

The local base of professional politics: Scotland and Wales compared

STOLZ Klaus (Technische Universität Chemnitz)

Tip O'Neill, Speaker of the US House of Representatives, once famously proclaimed: "all politics is local". This local base seems of particular importance in multi-level systems where political institutions at different territorial levels often develop quite separate from each other. Based on an original dataset containing career information on all Scottish and Welsh regional and national parliamentarians since devolution, this study looks at the local base of professional political careers in Britain. Comparing political careers across territorial (Scotland vs Wales) but also across institutional (regional vs national parliament) boundaries, I will reveal different forms and degrees of local embeddedness as members of parliament may be linked to their territorial constituency simply via the electoral process yet also by birth, by their upbringing or via their engagement in local politics. This paper will identify major similarities and differences and discuss potential explanations.

Klaus Stolz is political scientist and Professor of British and American Studies at Chemnitz University of Technology. He works in the field of comparative politics (with a special focus on the United Kingdom). His research interests include territorial politics, regionalism, nationalism, political careers and political professionalisation. He is author of Towards a Regional Political Class? Professional Politicians and Regional Institutions in Catalonia and Scotland (Manchester University Press 2010) and co-editor of The End of Duopoly? The Transformation of the British Party System (Wißner Verlag 2018) (with Klaus Detterbeck).